



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

LE 20 OCTOBRE 1986

N° 155

PRIX : 3 FRs



IMMIGRATION

L'EXPULSION DES TRAVAILLEURS

MALIENS EST UNE ATTAQUE

CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS



SOMMAIRE
AU
VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 4

- Togo : Une démonstration de force de l'impérialisme.

Page 5

- Mali : un mensonge de plus

Page 6

- Mauritanie : Règlement de compte au sein de l'appareil

Page 7 à 9

- Tchad : Goukouni tend la main à Habré
- témoignage sur les conditions de travail à la Sonasut

Page 6

Sénégal : Une démagogie qui ne coûte pas cher...

Pages 10 et 11

- Les rêves de la petite bourgeoisie libérale africaine

A B O N N E M E N T

France : 1 an

- Pli ouvert : 55 Frs

- Pli fermé : 65 Frs

Etranger

- Ecrire au journal

A D R E S S E

DUFEAL- COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P 42 92114
CLICHY Cedex

L'EXPULSION DES TRAVAILLEURS MALIENS EST UNE ATTAQUE

CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS

Le 18 octobre dernier, 101 travailleurs maliens ont été expulsés de France. Plus de la moitié d'entre eux étaient raflés quelques jours auparavant dans le foyer de Rosny Sous/Bois. Cette expulsion avait un caractère collectif et spectaculaire.

Pourquoi cet avion spécialement affrété, ces cars de police menant directement sur la piste d'atterrissage des hommes dont certains étaient enchaînés ? Pourquoi cet arbitraire policier ouvertement et cyniquement affiché par le ministre de l'intérieur; pourquoi la menace que ce n'est qu'une première expulsion collective, que d'autres suivront ?

Peut-être tout simplement pour obtenir des applaudissements de cet électorat réactionnaire que la droite gouvernementale dispute au Front National et à sa démagogie raciste; peut-être pour faire un geste de menace en direction de tous les travailleurs immigrés, vis-à-vis de ceux que les dirigeants appellent les "réguliers", comme vis-à-vis de ceux qu'ils appellent les "irréguliers".

Pour leur dire à tous que le droit de se faire exploiter, ici, en France est un privilège dont la durée dépend du pouvoir discrétionnaire des autorités, et derrière ce pouvoir, des besoins du patronat; et que les travailleurs immigrés doivent se tenir tranquilles pour mériter l'insigne honneur d'être OS chez Renault ou balayeurs un peu partout; peut-être enfin que le gouvernement voulait tout simplement se débarrasser, vite, d'un certain nombre de "fortes têtes" du foyer de Rosny en même temps que les "irréguliers", car rien ne dit que parmi les expulsés, il n'y ait que des "sans papiers".

On connaît suffisamment des cas d'immigrés expulsés immédiatement simplement parce qu'ils n'avaient pas sur eux la carte de séjour et parce que la police n'a pas jugé utile de les laisser aller la chercher. Alors, oui, il y a de quoi s'indigner de ces expulsions; il y a de quoi s'indigner de voir des hommes traités comme du bétail. Mais il faut être assez lucide pour comprendre que c'est ainsi; et que la seule indignation ne suffit pas pour y changer quoi que ce soit.

Là-bas, au pays, au Mali, en Mauritanie, au Sénégal ou ailleurs, il y a la misère qui fait qu'il apparaît à beaucoup qu'il est tout de même plus facile de survivre ici, malgré le chômage, la difficulté de trouver du travail ou la dureté et la précarité de ce qu'on aura trouvé; malgré le racisme ambiant, malgré les pressions policières.

La misère, la famine là-bas; l'humiliation, le racisme et la pauvreté ici; oui c'est une même société pourrie, injuste, oppressive, qui accumule les richesses entre les mains d'une petite minorité de possédants, et la pauvreté de l'autre.

Ce n'est évidemment pas des Africains riches qu'on avait expulsés; et même par inadvertance, il n'arrive pas qu'un émir du pétrole soit traité comme un travailleur maghrébin, tout arabes qu'ils soient, les uns et les autres. Ce n'est pas une question de race ou de nationalité, c'est une question de classe, même si parmi les prolétaires de ce monde injuste, ce sont les prolétaires des pays pauvres qui sont au plus bas de l'échelle de l'exploitation et de l'oppression.

Nombre d'entre nous qui, chassés par la misère, ont eu l'occasion et les moyens de quitter le pays, ont cru avoir trouvé une échappatoire. Mais il n'y a pas d'échappatoire pour les pauvres dans ce monde sans pitié. Il y a seulement la possibilité, pour une minorité de pauvres d'Afrique de se faire exploiter dans les métropoles impérialistes lorsque l'économie va à peu près bien; et le risque d'être rejetés dès que l'économie va mal, renvoyés dans ces immenses camps de concentration pour pauvres que sont les pays sous-développés qui sont les nôtres.

A l'intérieur du système capitaliste, il n'y a pas de salut. Mais ce système n'est pas fait pour être éternel. Il est trop pourri, trop injuste, trop incapable de faire face aux besoins de la société humaine. Et il existe en même temps, en son sein, la force susceptible de le faire exploser, de le détruire, de fond en comble, et cette force, c'est justement ce prolétariat aujourd'hui exploité, ballotté, poussé de pays en pays pour certains d'entre eux, d'usine en usine ou de ville en ville, même pour les plus "privilégiés" d'entre les prolétaires, ceux des pays riches.

Cette force, c'est la force collective du prolétariat, qui est immense, qui est internationale. Mais il faut que prolétariat apprenne à se servir de sa force, il faut qu'il en prenne conscience, il faut qu'il se trouve en son sein des hommes et des femmes qui soient déterminés à constituer des organisations ayant pour programme la préparation de l'émancipation révolutionnaire du prolétariat.

Alors, prolétaires d'Afrique, ou intellectuels qui sont indignés, révoltés par ce monde injuste et par la situation des travailleurs et des paysans pauvres des pays pauvres, il ne suffit pas de s'indigner. Il faut se préparer à combattre. C'est la seule voie.

MENOTTES COMME DES CRIMINELS

Parmi les 101 Maliens expulsés manu militari de France, 59 étaient résidents au Foyer Soundiata de Rosny Sous/Bois, en Seine-Saint-Denis. Le 14 octobre, à 6 heures du matin, une centaine de policiers ont envahi ce foyer pour contrôler les résidents. Ceux qui étaient arrêtés ont été embarqués de force dans des cars.

Selon le ministère de l'intérieur, ils étaient en "situation irrégulière". Pour la police, la plupart de ces travailleurs maliens seraient des "traficants de drogue". Or, après la fouille, les policiers n'ont rien trouvé comme drogue. Tout est bon pour l'expulsion. Les autres expulsés résidaient dans d'autres foyers de Paris et la région parisienne. Quelques-uns étaient des condamnés en fin de peine.

Gardés par 24 policiers au départ d'Orly, samedi 18, à 19H, jusqu'à l'arrivée à Bamako, à 1H du matin, certains de ces Maliens avaient, semble-t-il, fait le voyage, menottes aux mains ou aux pieds, comme des criminels.

TOGO : UNE DEMONSTRATION DE FORCE DE L'IMPERIALISME

Dans la nuit du 23 au 24 Septembre, un commando d'environ 70 personnes, venu parait-il du Ghana, a lancé un raid contre le camp militaire où réside le dictateur Eyadéma. Les troupes gouvernementales sont venues à bout des assaillants. Selon les chiffres officiels, il y aurait 13 morts et des dizaines de blessés.

C'est à la suite de ce raid que Eyadéma qui a peur de perdre son pouvoir, a fait app à l'aide militaire française. Ce qui parait ridicule, à premier abord, c'est l'appel d' Eyadéma après la réduction du commando. Le gouvernement français a répondu par l'envoi des centaines de paras! Dans quel but? Étant donné que le danger avait été déjà écarté. Pour prévenir d' autres dangers de ce genre ou des soulèvements de la population.

En effet tous les régimes d'Afrique restent fragiles; ils sont corrompus et pourris. Et un petit commando bien organisé peut déstabiliser ces régimes. Alors, l'intervention française au Togo, à la suite de la tentative de Lomé, c'est pour intimider la population et tous ceux qui osent contester les valets en place soutenus par l'impérialisme. Les paras français sont bien présents au Togo. On les voit; ils déambulent dans les rues. C'est pour bien montrer que tous ceux qui s'attaquent à leurs serviteurs, que ce soit au Togo, au Tchad, en Centrafrique ou au Gabon, ont affaire également aux troupes françaises.

Si ces dictateurs sont protégés par l'impérialisme, c'est bien parce qu'ils le servent à exploiter les populations. Quand certains valets ne peuvent plus remplir ce rôle de serviteurs, l'impérialisme les change comme de vieilles sandales. Bokassa en sait quelque chose. L'impérialisme réserve aux dictateurs qu'il soutient le soin de contrôler leur population; la tâche de basse police.

Mais il sait qu'ils ne sont pas fiables, qu'ils ne sont capables que de baillonner, ligoter, et surtout rançonner une population qui ne se révolte pas. Alors vis-à-vis des masses pauvres, il faut que l'impérialisme fasse périodiquement la démonstration que derrière les troupes d'opérettes corrompues des dictateurs, il y a les vrais professionnels de la répression, il y a les parachutistes de l'armée française.

En même temps, une intervention comme celle de Lomé est un geste politique envers les dictateurs d'Afrique pour leur montrer que l'impérialisme les soutient dans les durs moments; qu'ils peuvent compter sur son aide en cas de crise politique grave dans les pays qu'ils gouvernent.

Le geste a l'efficacité qu'il a; car tout de même, toute armée de riche puissance impérialiste qu'elle fut, l'armée française a dû reculer et partir, comme elle a dû le faire en Algérie, lorsqu'elle avait affaire à tout un peuple qui se battait, même si, malheureusement, à cause de sa direction nationaliste, le soulèvement du peuple algérien n'a pu aboutir qu'à un régime qui perpétue, sous une autre forme, l'oppression, les inégalités, la misère et finalement la mainmise du grand capital impérialiste sur le pays.



MALI: UN MENSONGE DE PLUS

A l'occasion du 26 ème anniversaire de l'indépendance du Mali, Moussa Traoré a fait, comme chaque année, un discours dans lequel il a demandé toujours la même chose à la population: travailler pour le développement, renforcer le parti unique, UDPM, etc...

Mais cette année, le général Président a quand même été très loin dans ses affirmations. Il a affirmé qu'il n'y a "pas un seul détenu politique au Mali". Alors où sont passés tous les "modibistes" (partisans de l'ex-président Modibo) arrêtés en 1968 au moment du coup d'Etat orchestré par Moussa Traoré? Ont-ils été en majorité assassinés comme Modibo Keïta? Où sont-ils, ceux de "la bande des quatre" et leurs partisans? Où sont-ils, les étudiants et les enseignants arrêtés après la guerre entre le Mali et le Burkina? Enfin, où sont-ils, tous les candidats à la dictature qui ont été accusés d'avoir fomenté des coups d'Etat?

Car depuis le 22 Octobre 1968, date à laquelle les militaires ont pris le pouvoir, il y a eu plusieurs coups d'Etat manqués et des réglements de compte au sein de l'armée, de la police et de la gendarmerie. Et à chaque fois cela s'est terminé par des arrestations massives et des assassinats.

Les prisons comme celles de Kidal étaient pleines de détenus politiques, militaires et civils. Oh! bien sûr que les prisonniers détenus à Kindal ont toutes les chances de ne pas sortir vivants.

Et c'est peut-être pour cela que notre président galonné, sachant qu'ils sont tous morts ou qu'ils seront physiquement éliminés, s'est permis de dire qu'il n'y a pas de détenus politiques au Mali.

Le discours de Moussa Traoré n'est en fin de compte qu'un mensonge de plus.

SENEGAL : GREVE DES LOYERS AU MARCHÉ DE KOLDA

Les commerçants du marché de Kolda ont entamé une grève de loyer à la suite de la décision prise par la municipalité d'augmenter les loyers des magasins, des cantines, des souks et des "loges boucheries". Ceux-ci sont passés de 3 000 F à 5 000 F CFA et de 4 000 à 7 000 F CFA pour les cantines doubles.

Les commerçants ont même fermé boutique pendant la journée du 10 septembre. Ils estiment que les loyers au marché de Kolda sont supérieurs à ceux en vigueur à Ziguinchor et à Velingara ainsi que dans d'autres villes de même importance. La municipalité estime que pour moderniser la ville, il est nécessaire d'augmenter les loyers dans le marché. Elle découvre aujourd'hui que les rues de Kolda sont dans un état déplorable; les caniveaux non récurés depuis des années et les bâtiments vieillissants et croulants;

Tout cela est vrai. Il est même plus qu'urgent pour y remédier. Mais on peut être sûr à l'avance que même si les loyers nouveaux étaient acceptés, ils n'iront pas là où ils doivent aller.

UNE DEMAGOGIE QUI NE COÛTE PAS CHERE MAIS QUI POURRAIT RAPPORTER GROS !

L'administration sénégalaise se plaint que la pomme de terre locale soit "laissée pour compte" en faveur de la pomme de terre importée. C'est la politique du "produire sénégalais et consommer sénégalais qui est mise en danger", estime le journal "Le Soleil".

Sur les 2500 tonnes de pommes de terre produites par les maraîchers de Thiès, pas plus de 30 tonnes ont été vendues. Le reste est en train de pourrir faute d'acheteurs. Les commerçants grossistes qui ont pignon sur rue et qui fournissent tous les marchands détaillants ne trouvent aucun intérêt à acheter la pomme de terre locale vu que celle importée leur revient moins chère, même en y rajoutant le prix du transport.

Le gouvernement sénégalais, sous les pressions des producteurs locaux, avait imposé aux grossistes un quota minimum d'achat de pommes de terre locales avant d'accorder l'autorisation d'importer. Il faut croire que c'est une décision qui n'a pas impressionné les grossistes, puisque ceux-ci continuent de délaisser la pomme de terre locale. Un de leurs dirigeants a déclaré que "les commerçants qui investissent leur argent méritent d'en tirer profit. S'ils importent, c'est parce qu'ils gagnent plus avec les produits étrangers".

A vrai dire, la décision du gouvernement d'imposer le quota d'achat de la pomme de terre locale n'était qu'une simple mesure démagogique pour faire croire aux producteurs locaux qu'il fait quelque chose en leur faveur. Evidemment, ce ne sont pas les consommateurs sénégalais de pomme de terre qui se plaindront de l'importation de ce produit. Si la pomme de terre produite sur place coûte plus cher que celle importée, pourquoi les consommateurs iraient-ils payer un produit plus cher pour le plaisir de "consommer sénégalais" ?

Le slogan du "produisons sénégalais, consommons sénégalais" fait peut-être plaisir aux bourgeois nationalistes. Mais qui le gouvernement espère embobiner avec cette démagogie ? A moins que cela soit utilisé comme argument pour augmenter le prix global de la pomme de terre afin de rentabiliser la production locale. Et là, ce sont encore une fois les consommateurs qui en feront les frais.

MAURITANIE : REGLEMENT DE COMPTE AU SEIN DE L'APPAREIL

Le président Ould Taya a récemment remanié son gouvernement. Dans le même temps, il a décidé d'opérer des arrestations massives au sein de l'appareil ainsi que dans le milieu intellectuel et des hommes d'affaires.

Parmi les arrêtés, il y a même des anciens ministres. Selon certaines informations, un certain nombre d'entre eux sont encore en prison ou en résidence surveillée. Il est difficile de savoir ce qui s'est passé exactement, mais ce genre de répressions ne sont pas rares en Mauritanie.

Car il s'agit probablement d'un règlement de compte au sein des classes dirigeantes, divisées en clans politiques qui mènent entre eux une sourde lutte d'influence et qui cherchent des soutiens, qui au Maroc, qui en Algérie ou en France.

... / ...

Par exemple quand Ould Dadha était président, pour le destituer, Ould Saleck le taxait d'être pro-marocain, et quand Ould Khouna destituait Ould Saleck, il le taxait de pro-saharaoui et de marionnette des Algériens. Et maintenant, Ould Taya à son tour, pour justifier son coup d'Etat, accusait son prédécesseur d'être pro-libyen.

Ces règlements de compte, ce bouillonnement, ne dépassent pas le milieu restreint militaro-intellectuel. Ils suffisent pour permettre à de nouveaux ambitieux d'espérer accéder au pouvoir en écartant les anciens qui y sont, au travers de cette succession de coups d'Etat qui a fait du régime mauritanien de ces dernières années un des régimes où les têtes changent souvent. Ils ne suffisent pas évidemment, non seulement à changer la vie de la grande majorité de la population, mais même seulement à la concerner un tant soit peu.

TCHAD: GOUKOUNI TEND LA MAIN A HABRE.

Selon les informations de ces derniers jours, des dissensions graves au sein du GUNT ont dégénéré en de violents affrontements entre les partisans de Acheik Ibn Oumar et ceux de Goukouni Oueddeï. Celui-ci serait lâché par les autorités libyennes au profit de son rival Acheik. La crise actuelle au sein du GUNT doit donc être suffisamment grave pour que Goukouni réclame des négociations avec Habré et, pour la première fois, sans poser de conditions.

Avec le ralliement de Goukouni, le pouvoir de Habré a des chances de durer et peut-être même de se consolider jusqu'à une prochaine révolte des masses. Goukouni n'a jamais incarné une politique différente de celle de Habré. S'il a pu rester longtemps dans l'opposition, cela est dû simplement au fait qu'il avait une force armée.

Cette force armée lui avait d'abord servi, quand il était au pouvoir, à essayer de montrer à l'impérialisme français qu'il était le seul à pouvoir maintenir l'ordre. Mais quand la France a préféré finalement Habré, Goukouni s'est retourné vers la Libye. Et maintenant qu'il a perdu l'aide de tous ses protecteurs (français et libyens), il juge vain de continuer à jouer les opposants. Alors, il veut se rapprocher de Habré.

Ce rapprochement de Goukouni a suscité quelques discussions dans le milieu tchadien. Apparemment ceux qui se faisaient des illusions sur le GUNT ont perdu un peu de celles-ci. Même certains nostalgiques du Frolinat ont déchanté quelque peu. Mais l'idée que la principale force de l'opposition à Habré risque de disparaître les travaille. Certains d'entre eux pensent à la création d'une organisation la plus neutre possible, pour rassembler beaucoup de gens, ne serait-ce que pour prouver à la France que tous les Tchadiens ne sont pas derrière Habré.

Bien sûr, en faisant cela, on peut occuper son temps et avoir même le sentiment de faire quelque chose de "réaliste". Seulement, il y a des chances que cela ne débouche sur rien d'autre que sur un rassemblement de bavards, contents de n'avoir pas cédé à Habré, mais vis-à-vis desquels celui-ci, fort de son armée, n'a d'ailleurs rien à craindre.

Déjà, le simple fait que certains Tchadiens regrettent la politique de Goukouni (quand il était au pouvoir), prétendue plus libérale que celle de Habré montre que ces gens n'ont aucune ambition sérieuse et qu'ils risquent de créer des groupes stériles, ou tout au plus qui leur serviraient de faire valoir pour obtenir quelques strapontins.

Il est difficile de savoir le degré de sincérité de ceux qui parlent de créer des "groupes de réflexions" ou des groupes politiques tout court. Mais pour les intellectuels qui veulent que les choses changent vraiment, le seul "réalisme" est de se convaincre que la seule force capable de renverser les Etats soutenus par l'impérialisme, cette force est celle des opprimés qui dorment peut-être pour le moment, mais même après cinq, dix ou vingt ans, c'est cette force-là qui, en se réveillant, peut exploser et tout bouleverser.

Le régime de Habré qui est en train de se consolider peut se retrouver rapidement faible demain, parce qu'il sera confronté à des nouvelles luttes provoquées par la misère et l'oppression. Car au Tchad comme dans tous les pays pauvres de ce genre, le calme ne peut être que provisoire.

Alors, le seul choix réaliste, c'est celui de se donner les moyens non de renverser la dictature d'un Habré pour la remplacer par une autre, mais celui d'aider les exploités à prendre conscience de la force de leur classe et de faire en sorte qu'ils trouvent le chemin de leur émancipation.

TCHAD : UN TEMOIGNAGE SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL A LA SONASUT

Dans une lettre récente parvenue du Tchad, on raconte les conditions de travail dans la plantation de canne à sucre de Banda située à environ 50 km de Sarh, au sud du pays: "Un car de la société passe très tôt le matin dans les quartiers de Sarh pour ramasser les ouvriers. Le travail est organisé par équipes. Chaque équipe travaille tous les jours (sauf le dimanche). La journée de travail est de 12 heures.

Les ouvriers (surtout les coupeurs) travaillent dur pour un salaire lamentable. Ils ne gagnent que 4000 F CFA par mois (80FF); les "capita" (chefs d'équipe), eux, touchent 5000 F CFA (100 FF). En plus de ces 5000 F CFA, ils récoltent près du double de leur salaire auprès des ouvriers qui, de peur de perdre le travail, leur glissent des "ab goro" (pourboire). Car la concurrence pour un emploi à la SONASUT se fait très serrée."

Au sujet des autres catégories de cette compagnie sucrière, il est notamment mentionné : "le sort des mécaniciens qui surveillent les machines (groupes électrogènes, pompes à eau etc...) et des cadres est un peu meilleur. Certains habitent dans la cité de la SONASUT, à Banda même, avec leur famille, mais eux aussi travaillent 12 heures, 6 jours sur 7. Bien sûr, leur travail n'est pas aussi dur que celui des ouvriers et ils gagnent plus."

Ce témoignage n'est qu'une illustration de la misère que vivent les travailleurs au Tchad. Et pourtant, même ces salaires de misère, ces conditions de travail révoltantes, sont considérés comme des privilèges à côté du sort d'une grande partie des pauvres des villes qui n'ont même pas un travail salarié.

TCHAD : DECHETS A FARCHA, VIANDE AILLEURS

Farcha, une banlieue de N'Djaména, est la capitale tchadienne de la viande. C'est là où sont installés les plus grands abattoirs frigorifiques du Tchad; et c'est de là que partent des milliers de tonnes de viande congelée vers les pays voisins (Centrafrique, Zaïre, Congo et Gabon).

La production de viande y est en quantité relativement importante puisque, après le coton, le deuxième produit d'exportation provient de l'élevage. Mais les habitants de Farcha ne profitent pas un peu de cette viande qui devrait être à bon marché chez eux puisque c'est leur ville qui en exporte. S'ils se privent de viande, ce n'est pas parce qu'ils sont des végétariens ou que leur religion le leur interdit.

Même le quotidien gouvernemental "Info-Tchad" parle de cette situation le 4 octobre dernier : "la localité (Farcha) ne dispose d'aucune boucherie digne de ce nom et elle est l'une des rares sinon l'unique au Tchad où l'on trouve des bouchers, profession qu'exercent plus généralement les hommes.

Tous les matins, une nuée de femmes et d'enfants s'activent sur la façade ouest des bâtiments de l'abattoir, accrochés à la grille attendant que des ouvriers viennent leur vendre abats et têtes de boeufs ou de moutons qu'on retrouvera sur les étalages de fortune du marché de la place."

Ce journal ajoute que la bonne viande est ailleurs, "amenée par camionnes entières ou cars frigorifiques vers les marchés de la capitale ou l'aéroport d'embarquement. La ménagère de Farcha, si elle le désire, doit suivre sa viande au marché central en payant 200 F CFA de taxi..."

A Farcha, il y a sans doute des gens qui peuvent acheter de la viande. Mais leur nombre est si négligeable que, pour les bouchers, il n'est pas rentable d'ouvrir une boucherie sur place.

Cet exemple, bien qu'à une petite échelle, montre le caractère injuste de la répartition des richesses dans cette société capitaliste. Tout est produit, non pour satisfaire les besoins des hommes, mais uniquement pour faire des profits. Et si un marché où ces profits peuvent se réaliser se trouve même à des milliers de kilo mètres, tous les moyens sont mis en oeuvre pour y acheminer les produits.

Mais ceux qui ont peu ou pas d'argent, même s'ils se trouvent sur le lieu de production, sont condamnés à se contenter des "déchets" ou des miettes s'ils ne veulent pas mourir de faim.

LES REVES DE LA PETITE-BOURGEOISIE LIBERALE AFRICAINE

Il est de bon ton de lire dans les éditoriaux des journaux comme "Jeune-Afrique" des pleurnicheries sur les malheurs de l'Afrique. On y lit souvent que la plupart des dirigeants africains manquent de "volonté politique" pour résoudre les problèmes de l'Afrique, qu'ils ne sont pas assez "mûrs", pas assez "sages" pour gouverner, pas assez rigoureux pour combattre la corruption ou pas assez courageux pour accorder quelques libertés démocratiques etc...

Mais ces idées-là sont aussi assez répandues dans les milieux de la petite-bourgeoisie intellectuelle africaine comme dans le milieu de la bourgeoisie libérale. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que des revues comme "Jeune-Afrique" véhiculent ces idées parmi ceux qu'elles appellent "les élites de l'Afrique". C'est essentiellement à cette élite que ces journaux s'adressent. C'est leur clientèle. Et cette "élite-là", on la trouve également dans le milieu des intellectuels africains dans l'émigration.

A croire ces gens-là, si les dictateurs africains suivaient leurs conseils, tout irait mieux en Afrique. Il est bien sûr permis de rêver. La petite-bourgeoisie peut étaler ses états d'âme, ses désirs de vivre sous un régime plus civilisé où on la laisse s'exprimer comme dans les pays capitalistes avancés. Elle voudrait que les généraux qui gouvernent sans pitié soient moins cruels, qu'ils acceptent de partager le pouvoir avec d'autres et qu'il y ait la possibilité de constituer des partis politiques. Hélas pour nos élites, elles n'ont aucune chance de réaliser leurs désirs et surtout pas avec l'aide de ces conseils de sagesse et de courage à nos dictateurs.

Eh oui, le seul choix que les régimes en place leur laisse, c'est celui de s'associer avec la dictature pour pouvoir profiter de quelques privilèges tirés de l'exploitation éhontée et de la misère des millions de pauvres. Cela suffit d'ailleurs à la grande majorité de ces élites prêtes à payer par beaucoup de couardise, d'humiliation le privilège de vivre une vie qui ressemble vaguement, sur le plan matériel, à celle d'un petit-bourgeois occidental, mais au milieu d'un océan de misère. Et combien sont les étudiants qui, quand ils étudiaient encore, vociféraient contre l'impérialisme et les valets locaux, mais qui, une fois leurs études terminées, une fois le diplôme en poche, se sont précipités pour accepter des postes accordés par les bourreaux africains?

Tous n'ont certes pas accepté d'aller à la mangeoire, mais, de toutes les façons, leur sort est incoparablement meilleur, même au pire des cas, que celui de la grande majorité de la population. Il y a parmi eux certainement quelques-uns qui rêvent d'un autre système, un qui soit moins oppressif, moins barbare, où l'on puisse respirer au moins comme dans les pays riches. Mais le fait qu'ils fassent mine de croire que cela dépend de la volonté et de la politique des dictateurs en place, de leur compétence, leur sagesse ou leur courage montre la totale impuissance de toute cette classe sociale bourgeoise et petite-bourgeoise d'Afrique. Nos dirigeants le voudraient-ils que l'impérialisme ne leur laisserait d'autre choix que celui de tenir le fouet pour faire accepter aux populations leur sort d'exploités.

Plus de 25 années après les indépendances, on est obligé de constater que tous les régimes des pays d'Afrique, qu'ils soient issus d'une lutte anticoloniale ou qu'ils soient tout simplement mis en place par l'administration coloniale, sont tous

à la même enseigne. Partout c'est la misère et la dictature qui sont le lot quotidien de la majorité.

Tous ces régimes, mais même ceux qui se prétendent anti-capitalistes oeuvrent dans le sens des intérêts de ce capitalisme. Le voudraient-ils, ils ne pourraient pas échapper à l'emprise de l'impérialisme, ne serait-ce que parce que celui-ci contrôle le marché mondial. C'est l'exploitation capitaliste qui engendre la dictature et la misère profonde dans les pays pauvres.

Et tant que le système capitaliste ne sera pas balayé de cette planète, c'est un vœu pieux que de croire qu'on va résoudre le problème de la dictature et de la misère. Cette lutte, on peut la commencer en Afrique, même si le cœur du capitalisme se trouve en Europe et en Amérique.

Les travailleurs et les paysans pauvres en Afrique peuvent commencer la lutte et montrer à leurs frères d'autres continents la voie à suivre. Et dans ce combat il y a de la place pour les intellectuels qui sont sincèrement révoltés par la misère et la dictature.

Mais dans ce cas-là il faut que ceux-ci s'engagent résolument dans le camp des pauvres; qu'ils perdent leurs illusions et leurs états d'âmes de petits bourgeois; qu'ils fassent leur la lutte de classe du prolétariat; qu'ils fassent leurs perspectives

politiques de la lutte du prolétariat : le renversement du pouvoir de la bourgeoisie à l'échelle du monde.



CAMARADE,

Si ce journal te plaît, fais-le circuler autour de toi. Tu peux également prendre contact avec les militants qui le diffusent.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.